

Macron accélère le Grand Remplacement, il veut héberger 86% des migrants (50% actuellement)

écrit par Christine Tasin | 6 octobre 2018



RT France 
@RTenfrançais



En réponse à @RTenfrançais

"Si vous voulez payer des allocations et des aides sociales à tous les réfugiés de Syrie, c'est votre problème", dit Poutine aux dirigeants européens pic.twitter.com/MqUYpP88Vv

23:03 - 3 oct. 2018

 233  220 personnes parlent à ce sujet



Et tout cela pour un coût d'un milliard et demi d'euros.

A l'heure où Macron augmente l'essence et les impôts, cela ne manque pas de sel. Ou plutôt de fiel.

On en aurait besoin, de ce milliard et demi... pour que nos petits-enfants aient une meilleure école, pour que nos routes qui partent pour certaines en quenouille soient praticables, pour que nos infirmiers soient plus nombreux et pas épuisés en permanence, pour que nos petits patrons, surtaxés, épuisés, puissent lever enfin un peu le pied sans être au bord du dépôt de bilan.

Quant aux retraités, à qui Macron interdit de se plaindre, ils seraient ravis de ne plus être ponctionnés, afin de pouvoir aider leurs propres petits-enfants étudiants ou jeunes travailleurs au lieu de voir le produit de décennies de

travail partir pour les autres, ceux qui ne sont pas compatibles avec notre civilisation et mettent en danger nos enfants, nos petits-enfants, notre pays, notre culture, nos femmes.

Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ont beau jeu de dénoncer son mépris du peuple :

<https://www.rtl.fr/actu/politique/emmanuel-macron-attaque-par-l-opposition-apres-ses-propos-face-a-des-retraites-7795059362>

Mais ce qui fait le plus hurler, c'est de savoir que l'argent dépensé va l'être en vain. Ils ont enfin compris que l'intégration posait problème. Pas l'assimilation, ils ne disent pas de gros mots.

Et la solution miracle, c'est, tenez-vous bien, apprendre aux Aliens à parler français et les insérer professionnellement.

Non seulement c'est profondément injuste car nos jeunes sans boulot aimeraient eux aussi être insérés professionnellement mais c'est, en sus, de l'argent jeté par les fenêtres.

Combien de cours de langues organisés par l'Etat français pour les Italiens, Portugais, Espagnols, Polonais... arrivés en France au XXème siècle ? Combien, Macron ?

Aucun, tout simplement parce qu'ils venaient rendre à la France son accueil en travaillant et en s'assimilant. Et ils s'obligeaient à parler français, ils obligeaient leurs enfants à en faire autant.

Et puis parce que c'est l'islam, c'est la culture africaine, musulmane ou pas, qui fait de trop de "demandeurs d'asile" des gens in-assimilables, in-intégrables, in-gérables. Sans parler de leur haine de la France.

Alors, les cours de langue, l'insertion professionnelle... du pipeau.

Mais quand on aime on ne compte pas, et Macron aime, que dis-je, adore les migrants, les clandestins, les prétendus demandeurs d'asile. Macron adore l'idée de nous remplacer, nous les lépreux.

Merci à Marchersurdesoeufs de nous avoir signalé l'article ci-dessous :

La France veut héberger 86% des réfugiés d'ici 2020, contre 50% aujourd'hui

Alors que seulement un réfugié sur deux est hébergé à l'heure actuelle, la France a pour ambition de voir progresser ce chiffre pour arriver à 86% d'ici 2020. Le parc d'hébergement doit être porté à 10 000 places environ à l'horizon 2019.

L'Etat se fixe pour objectif d'héberger 86% des demandeurs d'asile à l'horizon 2020, contre 50% seulement en 2018, selon les documents budgétaires publiés cette semaine et donnant un gros coup de pouce à l'intégration des réfugiés.

Au total, le budget consacré à la mission «immigration, asile et intégration» est chiffré à 1,58 milliard d'euros en 2019, soit une hausse de 200 millions par rapport à 2018 (+14%), dans un contexte de tour de vis budgétaire (+0,6% pour le budget général). Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Intérieur a expliqué : **«Il y a un redimensionnement de la politique d'intégration» permettant notamment de financer le doublement des cours de langue et les mesures d'insertion professionnelle.**

Le budget prévoit ainsi une hausse de plus de 40% des crédits de l'intégration, à 395 millions d'euros, dont 52 millions d'euros pour la formation linguistique.

Concernant l'hébergement des demandeurs d'asile, l'objectif «ambitieux» suppose une augmentation du parc qui devrait atteindre «plus de 97 000 places en 2019», selon les annexes budgétaires. A cette fin, diverses mesures sont prévues : 1 000 places créées en

centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), 3 500 en hébergement d'urgence et transfert de places déjà existantes.

Dans ses calculs l'Etat table aussi, en 2019 comme en 2020, sur «une stabilité de la demande d'asile» et «une baisse de 10% des demandeurs Dublin» (déjà enregistrés dans un autre pays européen). Environ 100 000 personnes ont demandé l'asile en France l'an dernier.

L'enjeu est également de réduire les délais d'instruction de la demande à «60 jours» à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides), ainsi qu'à la CNDA (la cour d'appel), qui a connu une longue grève au printemps. Il faut aussi faire sortir les déboutés et les réfugiés des dispositifs d'hébergement pour demandeurs d'asile où ils demeurent, faute de place ailleurs.

Pour cela le parc d'hébergement des réfugiés sera porté à 10 000 places environ en 2019, selon une déclaration de Beauvau, cité par l'AFP.



RT France 
@RTenfrançais



En réponse à @RTenfrançais

"Si vous voulez payer des allocations et des aides sociales à tous les réfugiés de Syrie, c'est votre problème", dit Poutine aux dirigeants européens pic.twitter.com/MqUYpP88Vv

23:03 - 3 oct. 2018

 233  220 personnes parlent à ce sujet



Pour mener à bien ses objectifs, le gouvernement prévoit la création de 25 postes supplémentaires à l'Ofii (Office français d'immigration et d'intégration), 10 à l'Ofpra et 122 à la CNDA.

Dans le domaine de la lutte contre l'immigration irrégulière, les centres de rétention administrative bénéficieront d'un plan d'investissement de 50 millions d'euros avec «plus de 450 places» supplémentaires prévues en 2018-2019.

L'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb avait annoncé 400 places supplémentaires mais «on a étendu le plan en cours d'année», a fait savoir le ministère de l'Intérieur.

<https://français.rt.com/france/54411-france-veut-heberger-86-refugies>